

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Claire Lise SOUVIGNET
E-mail : @loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.45.25
Dossier n° 86/5814
Opération n° 2005/3600

Le Préfet de la Loire
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Consignation

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1999 réglementant les activités exercées par la S.A. DESCAMPS sur le territoire de la commune de REGNY - rue du 11 novembre ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 mettant en demeure l'exploitant susvisé de respecter diverses prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 2 décembre 2005 complété le 28 décembre 2005 constatant que l'exploitant n'a pas déféré, dans les délais impartis, aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en ce qui concerne notamment la réalisation d'une étude technico-économique et proposant en conséquence une mesure de consignation d'un montant de 10 000 € ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réserver une suite favorable à la proposition de l'Inspecteur des Installations Classées afin de contraindre l'exploitant à faire le nécessaire pour respecter la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis de justificatifs complémentaires dans les délais impartis suite au courrier adressé le 23 janvier 2006 ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La S.A. DESCAMPS, qui exploite les installations sises à REGNY - rue du 11 novembre , consignera en une seule fois entre les mains d'un comptable public, une somme de 10 000 € répondant du montant des travaux ci-après :

La réalisation d'une étude technico-économique examinant la réduction et le recyclage des eaux de refroidissement, l'organisation de l'auto-surveillance eau air, le respect des limites réglementaires (débit et température en particulier).

L'étude proposera un échéancier des travaux à réaliser pour satisfaire aux objectifs de l'arrêté ministériel 2 février 1998.

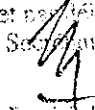
ARTICLE 2 : La somme consignée sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux demandés.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Mme le Sous-Préfet de ROANNE, M. le Trésorier Payeur Général, M. le Maire de REGNY et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

- 9 FEV 2006

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

PATRICK FURON

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur
S.A. DESCAMPS
20 rue d'Athènes



75431 PARIS CEDEX 09

- Mme le Sous-Préfet de ROANNE

- Monsieur le maire de REGNY

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- M. le Trésorier-Payeur-Général (3-ex)

- M. le Directeur des Actions Interministérielles et Européennes - Bureau des finances et de la programmation (4 ampliations dont 3 à l'attention de M. le Trésorier Payeur Général).

- Archives

- Chrono

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal
Chef de Bureau


Paullette COLLONGEON